

CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Article 1. Informations générales

Le Site accessible à l'adresse URL : <https://cabinet-cep.fr> est la propriété de la société CABINET CEP, société par actions simplifiée dont le siège est 227 Route de Fronton – 31140 AUCAMVILLE, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 938 105 145.

La société CABINET CEP est l'éditeur du Site.

Article 2. Objet et champ d'application

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation, ci-après « CGU », ont pour objet de définir les règles d'utilisation du Site ayant pour vocation l'information de l'Utilisateur aux services qui lui sont proposés. Elles déterminent les obligations à la charge de l'Editeur et de l'Utilisateur. Toute connexion au site est subordonnée au respect des présentes conditions.

L'Utilisateur accepte sans réserve les présentes CGU. Le simple accès au Site à l'adresse URL suivante <https://cabinet-cep.fr> implique l'acceptation de l'ensemble des conditions décrites ci-après. Les Utilisateurs ne peuvent bénéficier des Services qui leurs sont proposés sur le Site que sous réserve de l'acceptation des présentes conditions générales. Les CGU sont opposables dès leur acceptation par l'Utilisateur.

CABINET CEP se réserve le droit de modifier les présentes CGU dans les conditions indiquées à l'article 17 ci-après. Les Utilisateurs sont invités à les consulter régulièrement afin de prendre connaissances des changements apportés.

Article 3. Définitions

Les mots et expressions ci-après commençant par une lettre majuscule, au singulier ou au pluriel, sont employés dans les présentes avec la signification suivante :

Editeur : désigne la société éditant le Site.

Partie : désigne au singulier indistinctement l'Editeur ou les Utilisateurs du Site, et au pluriel, l'Editeur et les Utilisateurs du Site.

Site : désigne la page web éditée par la société, accessibles à l'adresse suivante : <https://cabinet-cep.fr>

Utilisateur : désigne toute personne, particulier ou professionnel, ayant accès au Site quel que soit le lieu où elle se trouve, les modalités de connexion au Site, l'objet et la finalité de sa connexion.

Article 4. Accès et utilisation du Site

L'accès au Site est libre et gratuit à tout Utilisateur disposant d'un accès à internet. Les équipements, moyens matériels et frais de télécommunication nécessaires à l'accès au Site sont à la charge exclusive de l'Utilisateur. Il est seul responsable du bon fonctionnement de son Equipement informatique ainsi que de son accès à internet.

L'accès au Site est ouvert à tout Utilisateur se connectant à partir de l'adresse URL : <https://cabinet-cep.fr>.

CABINET CEP accorde à l'Utilisateur une licence d'utilisation du Site révocable, non-transférable, non-cessible, non-exclusive et gratuite et à des fins strictement personnelles. A cet égard, l'Utilisateur s'engage à respecter les obligations qui lui incombent au titre des présentes CGU.

Article 5. Accès au site

CABINET CEP s'efforce de permettre l'accès au site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou d'un événement hors du contrôle de l'Editeur, et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du Site.

Par conséquent, il ne peut garantir une disponibilité du Site, une fiabilité des transmissions et des performances en termes de temps de réponse ou de qualité. Il n'est prévu aucune assistance technique vis à vis de l'Utilisateur que ce soit par des moyens électronique ou téléphonique.

La responsabilité d'CABINET CEP ne saurait être engagée en cas d'impossibilité d'accès à ce site et/ou d'utilisation des services.

Par ailleurs, l'Editeur peut être amené à interrompre tout ou partie du Site, à tout moment sans préavis, le tout sans droit à indemnités. L'Utilisateur reconnaît et accepte que l'Editeur ne soit pas responsable des interruptions, et des conséquences qui peuvent en découler pour l'utilisateur ou tout tiers.

Article 6. Utilisations autorisées

Le Site est réservé :

- A la consultation des informations au moyen du système de traitement de données de l'Editeur ;
- Aux utilisations strictement réservées à l'usage privé et non marchand de l'Utilisateur et non destinées à une utilisation collective, gratuite ou payante.

Article 7. Utilisations interdites

Sauf autorisation expresse et préalable de CABINET CEP, sont interdites toutes reproductions, représentations et utilisations, en application de l'article 10 ci-dessous.

Il est également interdit à l'Utilisateur d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie du Site. Il s'interdit d'utiliser une méthode d'accès autre que l'interface mise à disposition par l'Editeur.

Il veille à ne pas introduire de virus, code malveillant ou toute autre technologie nuisible au Site. L'Utilisateur s'engage à ne pas utiliser de dispositifs ou de logiciels de toutes sortes qui auraient pour conséquence de perturber le bon fonctionnement du Site.

Article 8. Comportements frauduleux

Tout Utilisateur qui agit en fraude des présentes CGU s'expose à des poursuites civiles ou pénales qui répriment, notamment, les atteintes au droit d'auteur, aux droits voisins, aux droits des producteurs de bases de données ainsi qu'aux systèmes de traitement automatisé de données.

Article 9. Sécurité

CABINET CEP fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles de l'art, pour sécuriser le Site au regard du risque encouru et de la nature des données traitées. Le Site est un système de traitement automatisé de données.

L'Utilisateur accepte les caractéristiques et limites de l'internet. Il a conscience que les données circulant sur internet ne sont pas nécessairement protégées, notamment contre les détournements éventuels.

L'Utilisateur prend les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses propres données et / ou logiciels de la contamination par des éventuels virus sur le réseau internet.

Article 10. Propriété intellectuelle

CABINET CEP est propriétaire exclusif de tous les droits de propriété intellectuelle portant tant sur la structure que sur le contenu du Site, sauf mention expresse contraire.

La structure générale du site <https://cabinet-cep.fr>, ainsi que les textes, graphiques, images, sons et vidéos la composant, sont la propriété de l'Editeur ou de ses partenaires. Toute représentation et/ou reproduction et/ou exploitation partielle ou totale des contenus et services proposés par le Site, par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable et par écrit des administrateurs du site et/ou de ses partenaires est strictement interdite et serait susceptible de constituer une contrefaçon au sens des articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Article 11. Liens hypertextes

Le Site <https://cabinet-cep.fr> peut contenir des liens hypertextes vers d'autres sites présents sur le réseau Internet. Les liens vers ces autres ressources vous font quitter le site <https://cabinet-cep.fr>

Il est possible de créer un lien vers la page de présentation de ce site sans autorisation expresse de CABINET CEP. Aucune autorisation ou demande d'information préalable ne peut être exigée par l'Editeur à l'égard d'un site qui souhaite établir un lien vers le site de l'Editeur. Il convient toutefois d'afficher ce site dans une nouvelle fenêtre du navigateur. Cependant, l'Editeur se réserve le droit de demander la suppression d'un lien qu'il estime non conforme à l'objet du Site.

Article 12. Données personnelles et Cookies

12.1. L'Utilisateur est informé que CABINET CEP respecte les données personnelles des Utilisateurs et se conforme strictement aux lois en vigueur sur la protection des données personnelles. Les informations communiquées par l'Utilisateur sur le Site sont nécessaires. Le caractère facultatif ou obligatoire des données est indiqué à l'Utilisateur par un astérisque. Pour plus d'informations, l'Utilisateur peut consulter notre Charte de Données Personnelles.

12.2. L'accès au Site requière de la part de l'Utilisateur qu'il accepte le dépôt de cookies sur son terminal par l'Editeur. Les cookies sont des fichiers d'informations déposés sur un espace dédié du disque dur du terminal de l'Utilisateur lors de la consultation d'un contenu en ligne. Les cookies enregistrent des informations relatives à la navigation sur le Site qui pourront être lues lors de visites ultérieures.

Ces cookies sont utilisés à des fins analytiques et pour la bonne utilisation du service offert par le Site.

Les cookies sont déposés sur le terminal de l'Utilisateur pour une durée de six (6) mois. Les Utilisateurs peuvent désactiver ou supprimer les cookies en modifiant les paramètres de leur navigateur. Toutefois, l'Utilisateur est informé que si son terminal est configuré pour refuser les cookies, certains services pourraient lui être inaccessibles.

12.3. En application de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et Libertés » (LIL), relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que le Règlement Européen 2016/679 du 14 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi que de la loi 2018-493 du 20 juin 2018 et ses décrets d'applications, chaque Utilisateur dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité et de suppression des données le concernant.

Ainsi, chaque Utilisateur peut, à tout moment, exercer ce droit en contactant l'Editeur à l'adresse : contact@cabinet-cep.fr

Article 13. Limitation de responsabilité de l'Editeur

Les informations et/ou documents figurant sur ce Site et/ou accessibles par ce Site proviennent de sources considérées comme étant fiables.

Toutefois, ces informations et/ou documents sont susceptibles de contenir des inexactitudes techniques et des erreurs typographiques.

CABINET CEP se réserve le droit de les corriger, dès que ces erreurs sont portées à sa connaissance.

Il est fortement recommandé de vérifier l'exactitude et la pertinence des informations et/ou documents mis à disposition sur ce site.

Les informations et/ou documents disponibles sur ce site sont susceptibles d'être modifiés à tout moment, et peuvent avoir fait l'objet de mises à jour. En particulier, ils peuvent avoir fait l'objet d'une mise à jour entre le moment de leur téléchargement et celui où l'Utilisateur en prend connaissance.

L'utilisation des informations et/ou documents disponibles sur le Site se fait sous l'entière et seule responsabilité de l'Utilisateur, qui assume la totalité des conséquences pouvant en découler, sans que l'Editeur puisse être recherché à ce titre, et sans recours contre ce dernier.

CABINET CEP n'a pas d'obligation générale de surveillance des données et du contenu fourni par l'Utilisateur.

CABINET CEP ne pourra en aucun cas être tenu responsable de tout dommage de quelque nature qu'il soit résultant de l'interprétation ou de l'utilisation des informations et/ou documents disponibles sur ce Site.

CABINET CEP ne pourra être tenu responsable en cas d'interruption d'accès au Site du fait d'opérations de maintenance, de mise à jour ou d'améliorations techniques ou pour en faire évoluer le contenu et/ou la présentation, dès lors que ces interruptions seront signalées et qu'elles n'excéderont pas les usages en la matière. En outre, l'Editeur pourra interrompre temporairement ou définitivement l'accès au Site, notamment en cas de cessation par lui de l'activité en cause, ou en cas de liquidation judiciaire ou amiable de la société ; dans ces dernières hypothèses, les présentes CGU sont résiliées de plein droit.

CABINET CEP ne saurait être tenu responsable de la présence de virus sur le Site.

CABINET CEP n'est pas responsable du contenu des sites internet tiers éventuels vers lesquels renvoient des liens hypertextes présents sur le Site.

Toutefois, si CABINET CEP était jugé responsable d'un dommage non-prévu par les présentes, sa responsabilité sera limitée aux dommages directs, certains, réels et établis.

En tout état de cause, CABINET CEP ne saurait être tenu responsable des dommages indirects, du manque à gagner ou des dommages découlant de la perte de données ou de la perte d'exploitation causée par l'utilisation ou l'impossibilité d'utiliser le Site, que ce soit sur la base d'une garantie, d'un contrat ou d'un délit et que l'Editeur soit ou non avisé de la possibilité de tel dommage.

Article 14. Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur est responsable de l'utilisation des services qu'il effectue sur le Site et des équipements qu'il utilise. L'Utilisateur s'engage à utiliser les services sous sa responsabilité exclusive. Il est seul responsable de l'utilisation conforme des services aux dispositions des présentes.

L'utilisateur s'engage à n'utiliser le Site, les espaces dédiés et les informations auxquelles il aurait accès que dans les seules conditions d'utilisation définies au sein des présentes.

Article 15. Force Majeure

En application de l'article 1218 du code civil, les obligations des Parties seront suspendues de plein droit et sans formalités et la responsabilité de chacune dérogée en cas de survenance d'un événement échappant au contrôle de la Partie, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, et empêche, en conséquence, l'exécution de son obligation par la Partie défaillante.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les Parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

Article 16. Règles d'usage d'Internet

L'Utilisateur déclare accepter les caractéristiques et les limites d'Internet, et notamment reconnaît que l'Editeur n'assume aucune responsabilité sur les services accessibles par Internet et n'exerce aucun contrôle de quelque forme que ce soit sur la nature et les caractéristiques des données qui pourraient transiter par l'intermédiaire de son centre serveur.

L'Utilisateur reconnaît que les données circulant sur Internet ne sont pas protégées notamment contre les détournements éventuels. La communication de toute information jugée par l'Utilisateur de nature sensible ou confidentielle se fait à ses risques et périls.

L'Utilisateur reconnaît que les données circulant sur Internet peuvent être réglementées en termes d'usage ou être protégées par un droit de propriété.

L'Utilisateur est seul responsable de l'usage des données qu'il consulte, interroge et transfère sur Internet.

L'utilisateur reconnaît que l'Editeur ne dispose d'aucun moyen de contrôle sur le contenu des services accessibles sur Internet

Article 17. Modification des conditions d'utilisation

L'Editeur se réserve la possibilité de modifier, à tout moment et sans préavis, les présentes conditions d'utilisation afin de les adapter aux évolutions du Site et/ou de son exploitation.

Article 18. Dispositions diverses

18.1. Tolérance

Les Parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une des Parties de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre Partie des droits acquis.

De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

18.2. Nullité

Si l'une quelconque des dispositions des présentes était déclarée nulle ou inapplicable en application de la loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision de justice devenue définitive, elle serait réputée non écrite et les autres dispositions resteraient en vigueur.

18.3. Indépendance des Parties

Les Parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte et ne seront pas considérées agent l'une de l'autre.

Les présentes conditions générales ne constituent ni une association, ni une franchise, ni un mandat donné par l'une des Parties à l'autre Partie.

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre.

En outre, chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels.

18.4. Intégralité

Les présentes conditions générales expriment l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par l'Utilisateur ne pourra s'intégrer aux présentes.

Article 19. Droit applicable

Tant le présent site que les modalités et conditions de son utilisation sont régis par le droit français, quel que soit le lieu d'utilisation. En cas de contestation éventuelle, et après l'échec de toute tentative de recherche d'une solution amiable, les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de ce litige.